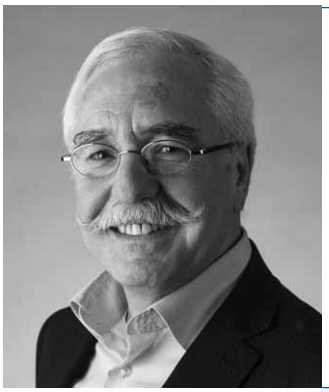


Éditorial

Yves Dimicoli

Des régions à l'Europe, utiliser l'argent autrement

L'été a été chaud à tous points de vue. La rentrée sociale pourrait l'être aussi et peser lourd pour les élections régionales, en décembre prochain. À l'heure où les régions vont jouer un rôle beaucoup plus décisif dans l'utilisation de l'argent, en France et en Europe, il faut, en effet, barrer la route à la droite et à l'extrême droite qui, surfant sur le désespoir et la colère engendrés par le social-libéralisme, comptent accentuer l'austérité au niveau régional.

Il faut créer les conditions pour que soient mises en œuvre, dans le maximum de régions, des politiques publiques de gauche permettant d'organiser la résistance et de commencer à changer l'utilisation de l'argent en écho aux attentes sociales et pour préparer les échéances suivantes.

Il y a besoin d'un puissant mouvement populaire, portant des exigences précises susceptibles d'être relayées dans les institutions par des élus soucieux d'y répondre. Plus que jamais, donc, il faut conjuguer luttes, avancée d'idées nouvelles et élections.

Aujourd'hui, les aspirations progressistes buttent sur le manque de perspectives leur permettant de surmonter le double obstacle sur les moyens financiers (l'argent) et les pouvoirs (la démocratie).

Il ne saurait donc être question de se laisser paralyser dans d'interminables débats et manœuvres de sommet pour la recherche préalable d'alliances électorales étroites, au détriment de la bataille d'idées sur le terrain, avec des propositions précises, nécessaire à la promotion de larges listes de rassemblement citoyens avec le PCF et le Front de gauche.

Dans chacune de ses dimensions, l'aggravation de la crise systémique, provoquée par les tentatives de réponses capitalistes au choc de 2007-2008, renvoie à l'utilisation faite de l'argent pour répondre aux exigences des marchés financiers, contre les besoins de développement humain et de protection de notre planète.

Trois grands enjeux retiennent particulièrement l'attention.

Commençons par celui de l'emploi, du travail et de la formation. Face au chômage, appelé à croître, ultra et sociaux-libéraux baissent le « coût du travail » et parlent « *flexisécurité* ». Hollande et Valls, au service du MEDEF, entendent réduire les financements sociaux et des services publics, tandis que, dans la foulée des infâmes lois Macron et Rebsamen, ils veulent défaire radicalement le code du travail, allonger sa durée et laisser grandir son côté aliénant.

Il s'agit, au contraire, de faire baisser les coûts du capital (intérêts et dividendes…), de métamorphoser le contenu du travail en sécurisant l'emploi et la formation pour chacun-e : un nouveau CDI sécurisé pour tous, en commençant par les jeunes ; un grand service public permettant de garantir à chacun-e le droit à un bon emploi et à de bonnes formations correctement rémunérés ; des pouvoirs d'intervention des salariés pour changer les gestions d'entreprises ; de nouveaux financements. On mesure la nécessité de nouvelles entreprises publiques assumant une mission générale de sécurisation de l'emploi-formation, au lieu des privatisations.

Cela peut passer, dans l'immédiat, par la revendication de moratoires sur toutes les suppressions d'emploi et de la possibilité pour les comités d'entreprises et délégués du personnels, face aux difficultés, de contre-proposer et faire adopter des solutions alternatives : chasse aux coûts du capital, mobilisation de nouveaux financements bancaires grâce à des Fonds publics régionaux. Ces Fonds publics, dépendant des Conseils régionaux, recueilleraient une partie de leurs aides aux entreprises et pourraient être saisis par les citoyens. Ils prendraient

en charge, par bonifications, tout ou partie du taux d'intérêt du crédit pour les investissements matériels et de recherche des entreprises à proportion des emplois et formations correctement rémunérés qu'elles programmeraient. Des conférences sociales régionales pourraient réunir comités d'entreprise, syndicats, patrons, représentant des banques, associations, élus, pouvoirs publics, pour évaluer les besoins d'emplois et de formation, mobiliser les financements afin d'y pourvoir.

Cela aiderait à pousser la double exigence d'un Fonds public national de sécurisation de l'emploi et de la formation, alimenté notamment avec l'argent public dévolu aujourd'hui aux exonérations de cotisations sociales patronales (30 milliards d'euros), et d'un pôle financier public, à partir de la Caisse des dépôts, de la BPI, de la Banque postale… L'ensemble impulserait dans tout le pays un nouveau crédit, avec les mêmes principes de sélectivité que ceux initiés par les Fonds publics régionaux, à l'appui d'une nouvelle politique industrielle et de services à laquelle contribuerait aussi une profonde réforme fiscale.

Cela concourrait à bousculer la logique de la politique monétaire de la BCE, en liaison avec les luttes des autres peuples européens, pour qu'elle tende à accorder aux banques ordinaires, sollicitant son refinancement pour les crédits à l'investissement des entreprises, des taux d'intérêts d'autant plus faibles (jusqu'à 0 % et même en dessous) que ces entreprises programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés. S'ouvrirait alors la perspective progressive d'une sécurité d'emploi ou de formation commune à tous les européens.

Autre enjeu majeur : les services publics. Face à l'insuffisance de la demande et à la gangrène financière qui engendrent la déflation, il faut une relance sociale et la mobilisation de la monnaie à cet effet. Car, si on veut continuer de gagner en productivité avec la révolution informationnelle, il est indispensable de soutenir fortement la demande en développant les capacités humaines, autrement le chômage et les inégalités explosent.

L'expansion de tous les services publics permettrait de répondre aux besoins populaires et de soutenir fortement de la demande, tout en stimulant la productivité globale avec les investissements publics efficaces nécessaires.

Il faut donc en finir avec le « *stupide* » pacte de stabilité, lutter sans attendre pour les services publics, économiser sur les dépenses d'armement et d'aides aux profits, rompre avec l'austérité. Et cela en exigeant que la BCE utilise sa création monétaire, non pour épauler la finance, mais pour déployer une très grande expansion conjointe des services publics en Europe. Si, en France, cette revendication prend corps en posant la nécessité de créer un Fonds européen *ad hoc* démocratisé, elle diffusera ailleurs en Europe du sud où ce type de solution se cherche aussi.

L'enjeu européen est devenu central. Les Grecs en font la violente expérience, contraints, pour l'heure, de mettre un genoux à terre face à la collusion des dirigeants européens derrière les exigences du capital financier allemand, sans pour autant « *déposer les armes* », comme l'a dit A. Tsipras.

Comment faire pour respecter, à la fois, la volonté majoritaire des Grecs et des européens de rester dans l'euro, au lieu d'affronter en ordre dispersé la spéculation mondiale et les défis du XXI[e] siècle, et leurs aspirations à en finir avec l'austérité grâce à un nouvelle expansion durable partagée ?

Il faut changer radicalement la façon dont la BCE utilise aujourd'hui l'euro, au service de la domination de marchés financiers.

Car, quels sont les problèmes à traiter en Grèce, comme ailleurs en zone euro ? Il faut répondre aux besoins de développement économique et social durable, culturel et démocratique. Cela nécessite un puissant essor des dépenses sociales et de services publics, la promotion de l'emploi en quantité et qualité, un redressement en coopération des potentiels productifs, la conquête de pouvoirs citoyens sur l'argent, des restructurations de dettes publiques.

Qu'est-ce qui s'y oppose ? Ce n'est pas l'euro en soi. Celui-ci est un instrument de mobilisation de l'argent des européens sous la férule, en l'état, d'un système de pouvoirs au service de la domination des marchés financiers, organisé du local et du régional jusqu'aux niveaux nationaux et européen. Il est constitué de la BCE, de la Commission de Bruxelles, des gouvernements européens, des états-majors des multinationales et des banques, ainsi que des majorités politiques à leur service. Supprimer l'euro ne changerait en rien l'orientation de ce système de pouvoirs qu'il faut conquérir à tous les niveaux.

Sortir de l'euro permettrait-il d'améliorer les choses ? En aucune façon. La spéculation mondiale s'embraserait, les prélèvements financiers du capital s'envoleraient, tandis que la course de chacun contre tous avec les dévaluations compétitives déclencherait une sorte de guerre civile entre européens. Comment peut-on croire que c'est en commençant par se taper les uns sur les autres que l'on arriverait, ensuite, à coopérer ?

Par contre, on laisserait passer l'opportunité historique de partager l'énorme capacité de création monétaire de la BCE, infiniment plus importante que celle de chaque banque centrale nationale, pour affronter ensemble, les gigantesques défis communs à venir. On s'interdirait de faire jonction avec les pays émergents pour s'émanciper du dollar et promouvoir, à partir des droits de tirages spéciaux (DTS) d'un FMI refondé, une monnaie commune mondiale de coopération.

Au lieu de l'illusoire et dangereuse fuite en avant vers un fédéralisme européen renforcé et une fragmentation de la zone euro accentuant les dominations qu'a proposée F. Hollande, la France devrait proposer de créer un Fonds européen pour le développement, intercalé entre la BCE et les États. Cette Institution financière publique serait financée par la BCE, comme l'y autorise le Traité de Lisbonne (article 123.2). Elle émettrait des titres publics que la BCE achèterait avec une partie des 1 140 milliards d'euros qu'elle s'est engagée à créer, le 22 janvier dernier, pour stimuler l'économie européenne. Ce Fonds serait géré démocratiquement avec des critères explicites de création d'emplois et de développement des services publics dans chaque pays. Il pourrait être une première étape vers la réorientation radicale et graduelle de la BCE et de l'Union européenne. Une vraie bataille de masse est nécessaire et possible au moment où, de partout, y compris en Grande Bretagne, grandit le rejet des politiques ultra et social-libérales. ■■■